

Bulletin de clarifications : Questions et réponses relatives à la Demande de Propositions

Le Développement et l'appui à l'expérimentation et à l'évaluation d'un nouveau système d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires (O&M).

Réf. : **DP/QCBS/MCA-M/ES-53/Compact-PP-10**

Date de publication : **1^{er} Juillet 2020**

Dernier délai de dépôt des propositions : **04 Aout 2020**

N°	Questions	Réponses				
1	<p>Page 19 - 11. Langue de la Proposition 11.1 Si les propositions doivent être soumises en anglais et/ou dans une autre langue comme indiqué dans les DPDP, la version anglaise fait foi.</p> <p>Page 38 – IC 1.1 - La proposition est présentée par écrit en français.</p> <p>Page 103 - 3.1 Le présent Contrat a été signé dans la ou les langues visé(es) aux CPC. Si le Contrat est signé à la fois en anglais et dans une langue locale visée aux CPC, la version anglaise fera foi et sera la langue de prédilection pour toutes les questions relatives à la signification et à l’interprétation du présent Contrat.</p> <p>Page 129 - CGC 3.1 – Le présent contrat est rédigé en français.</p> <p>Q1 : confirmez-vous que seule la langue française est celle employée pour tous les échanges, sous toutes les formes et supports, depuis la proposition commerciale jusqu’à la fin du contrat ?</p>	<p>A noter que la Section I- Instructions aux Consultants : fournit des informations afin d’aider les Consultants potentiels à préparer leur proposition, et décrit également la soumission, l’ouverture et l’évaluation des propositions, ainsi que l’attribution du présent contrat.</p> <p>Et, la Section II- Données particulières de la demande de participations : inclut les stipulations propres à la présente procédure de passation de marchés et qui viennent compléter la section I, Instructions aux Consultants.</p> <p>La clause 11.1 de la Section II- Données particulières de la demande de proposition de la page 38 précise que la proposition sera écrite en Français.</p> <table><tr><td>IC 11.1</td><td>La proposition est présentée par écrit en français.</td></tr></table> <p>Aussi, la Section VI-Contrat et Conditions générales du Contrat : contient le formulaire de Contrat à conclure entre l’Agence MCA-Morocco et le Consultant.</p> <p>La clause CGC 3.1 de la Section VII- Conditions particulières du Contrat et Annexes au Contrat à la page 129 précise que le contrat est rédigé en en Français :</p> <table><tr><td>CGC 3.1</td><td>Le présent Contrat est rédigé en français.</td></tr></table> <p>Par conséquent, seule la langue française est utilisée pour cette DPDP et que tous les documents de communication et de sollicitation liés à cet avis seront en français depuis la demande de proposition jusqu’à la signature du contrat et aussi toute la</p>	IC 11.1	La proposition est présentée par écrit en français.	CGC 3.1	Le présent Contrat est rédigé en français.
IC 11.1	La proposition est présentée par écrit en français.					
CGC 3.1	Le présent Contrat est rédigé en français.					

		communication avec l'Agence MCA-Morocco sera en Français et les livrables à remettre seront rédigés en Français.
2	<p>Page 35 - 31.1 Le Consultant est censé commencer sa mission à la date et au lieu spécifiés dans les DPDP.</p> <p>Page 131 - CGC 16.3 - Le contrat expire au plus tard 20 mois maximum après la date de prise d'effet telle que spécifiée au CGC 16.2, sans toutefois dépasser la date de fin du Compact : 30 juin 2022.</p> <p>Q2 : si le contrat attaché à cette mission expire au plus tard le 30 Juin 2022 et que sa durée totale ne peut dépasser 20 mois, cela veut-il dire que la mission devra démarrer au plus tard le 1er novembre 2020 et devra donc être notifiée avant.</p>	<p>La date de prise d'effet est la date indiquée dans l'ordre de service envoyé par l'Agence MCA-Morocco au Consultant après la signature du Contrat par les deux Parties. Page 135 (CGC 16.2)</p> <p>Le contrat expire au plus tard 20 mois maximum après la date de prise d'effet telle que spécifiée au CGC 16.2, sans toutefois dépasser la date de fin du Compact : 30 juin 2022. Page 135 (CGC 16.1)</p>
3	<p>Page 80 – 1/ Introduction - Mise en place d'un modèle Intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire baptisé modèle « lycée ATTAHADI » : qui met l'accent en particulier sur le projet d'établissement intégré (PEI) ; la contractualisation des performances ; l'appui intégré en matière de gestion, de pédagogie et d'infrastructures et le renforcement des capacités tout en veillant au respect de l'approche participative et de l'approche genre et inclusion sociale (GIS).</p> <p>Q3 : ce « modèle » fera t'il partie des données d'entrée transmise par le donneur d'ordres lors de la notification ?</p>	<p>Oui ce modèle fera partie des données transmises au Consultant retenu.</p> <p>Par ailleurs, il est à noter que la mise en œuvre et l'expérimentation du système d'entretien et de maintenance (période optionnelle) se fera dans des établissements de l'enseignement secondaire ayant bénéficié de ce modèle intégré d'amélioration.</p>
4	<p>Page 81 – 2/ CONTEXTE - L'étude relative à la conception et la mise en œuvre d'un système d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.</p> <p>Q4 : nous n'avons pas trouvé les définitions attachées aux termes « infrastructures » et « équipements scolaires ». Par « infrastructures », doit-on comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les emprises foncières (terrains, voiries, réseaux concessionnaires et publics, espaces verts, murs d'enceinte et clôtures ...), • Les immeubles (génie civil, clos & couvert, corps d'état architecturaux, lots bâtementaires et techniques...), 	<p>Votre définition est globalement exacte.</p> <p>Sauf que pour les équipements scolaires, il faudrait considérer également le « matériel didactique » (matériel d'enseignement pour les différentes matières, notamment les matières scientifiques).</p>

	<ul style="list-style-type: none"> Les réseaux internes (backbone internet, VDI, protection incendie, systèmes de sécurité ...) ? <p>Par « équipements scolaires », doit-on comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les mobiliers, Les équipements multimédias, Les équipements informatiques, Les équipements sportifs, Les cuisines, réfectoires et annexes pour la restauration collective, Les services associés : hygiène & propreté, sureté & sécurité, transports scolaires ... ? 	
5	<p>Page 81 – 2/ CONTEXTE - Lors d’une précédente phase de l’étude, quatre tâches principales ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le diagnostic du système de maintenance et d’entretien du Département de l’Éducation Nationale. - Le Benchmark international et national consistant à étudier les expériences réussies en matière d’opérations d’entretien et de maintenance. - Une étude sur le partenariat et externalisation : examiner l’opportunité de promouvoir des partenariats pouvant être une composante du nouveau système d’entretien et de maintenance. - La préfiguration du système de maintenance et d’entretien (système O&M). Elle a permis de prédéfinir le système et proposer un éventail de scénarios pour sa gestion et prise en charge. <p>Q5 : tous ces documents feront-ils partie des données d’entrée transmises par le donneur d’ordres lors de la notification ?</p>	<p>Oui, tous ces documents feront parties des données transmises par le donneur d’ordre lors de la notification.</p> <p>Il est d’ailleurs précisé (page 82) que le cabinet titulaire de ce contrat est invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Concevoir et développer le nouveau système d’entretien et de maintenance des infrastructures et équipements des établissements scolaires (O&M), en <u>s’appuyant</u> sur la première phase de l’étude, déjà réalisée : <ul style="list-style-type: none"> Les rapports sur le « Diagnostic », le « Benchmark » et « Partenariat & externalisation » ; Le rapport sur la préfiguration du système O&M ; Le choix du scénario effectué par le Département de l’Éducation Nationale (indiqué dans le « contexte »).
6/7	<p>Page 81 – 2/ CONTEXTE - Le Département de l’Éducation nationale a retenu le scénario n°1 (DEN), combiné avec le scénario n°6 (Régions), à savoir la maîtrise d’ouvrage du système O&M par le DEN, avec possibilité d’externalisation et de délégation de maîtrise d’ouvrage à des opérateurs régionaux en fonction de leur mise en place effective et de leurs capacités de gestion. La maîtrise d’ouvrage pourrait également être déléguée par les AREF à des organismes, tels que l’ANEP.</p>	<p>Q6 : Oui, la note relative au choix du scénario par le DEN sera transmise par le donneur d’ordre au cabinet titulaire du marché.</p> <p>Q7 : Non, il n’y a pas de contradiction.</p>

	<p>Dans ce scénario, les trois fonctions « étude et planification », « préparation, ordonnancement et réalisation » et « management et pilotage » sont assurées par le DEN, à travers ses services décentralisés (AREF/DP). Les opérations de maintenance et d'entretien des niveaux 1 et 2 seront assurées par les établissements scolaires.</p> <p>Q6 : le rapport indiquant les raisons du choix de la combinaison des scenarii 1 et 6 fera t'il partie des données d'entrée transmise par le donneur d'ordres lors de la notification ?</p> <p>Q7 : n'y a-t-il pas contradiction entre le fait que le DEN assure les trois fonctions « étude et planification », « Préparation, ordonnancement et réalisation » et « management et pilotage » et la possibilité d'externalisation et de délégation de maîtrise d'ouvrage à des opérateurs régionaux (extérieures au DEN) ? Lesquels opérateurs vont naturellement assurer ces mêmes 3 fonctions dans le cadre de contrats globaux à garantie de résultats justifiant le choix de ladite externalisation.</p>	<p>Dans ce scénario, le DEN, à travers ses services décentralisés (AREF-DP) assure les trois fonctions : «étude et planification », « préparation, ordonnancement et réalisation » et « management et pilotage ». C'est le maître d'ouvrage.</p> <p>Cette maîtrise d'ouvrage pourrait également être déléguée par les AREF (à l'initiative de celles-ci) à des organismes, tels que l'AREP (Agence régionale d'exécution des projets, relevant de la région), l'ANEP (Agence nationale des équipements publics, relevant du Ministère de l'Equipeement), ou d'autres.</p> <p>D'ailleurs, il est demandé au prestataire, dans le cadre du système de la tâche 3 (conception du système) de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier des partenaires potentiels au niveau national et dans chaque Région administrative, pour la maintenance et l'entretien des établissements scolaires, par le biais de l'externalisation ou la délégation de maitrise d'ouvrage ; (page 86) - ... - Proposer des modèles de contrat et convention d'externalisation et de délégation de maitrise d'ouvrage. (page 86) <p>Dans tous les cas, c'est l'étude qui précisera le scénario retenu, en tenant compte de tous les paramètres.</p>
8	<p>Page 85 - Tâche 2 : Affinement de la préfiguration et élaboration de l'architecture globale du système : ... Les ressources humaines.</p> <p>Q8 : un rapport sur les ressources humaines concernées (toutes catégories : cols bleus, gris, blancs et dorés) a-t-il été réalisé récemment (moins de 2 ans) ?</p> <p>Et si oui, ce rapport fera t'il partie des données d'entrée transmise par le donneur d'ordres lors de la notification ?</p>	<p>Les deux rapports déjà réalisés « Diagnostic » et « Préfiguration du système » ont effectivement abordé l'aspect des ressources humaines. Comme il a déjà été répondu, ces deux rapports font parties des documents qui seront remis au prestataire par le donneur d'ordre.</p> <p>Evidemment, le titulaire du marché devra approfondir la question des RH et de l'organisation, dans le cadre de la conception du système.</p>
9	<p>Page 85 - Tâche 2 : Le rapport sur l'architecture globale du système sera soumis à la validation du maître d'ouvrage (MCA-M), du DEN et du MEFRA.</p> <p>Q9 : Le donneur d'ordre, tant pour cette approbation que pour celle de tous les livrables, sera-t-il le Comité technique décrit en page 95 ?</p> <p>Ou faudra t'il obtenir ces validations séparément de la part de chacune de ces 3 entités ?</p>	<p>Le seul donneur d'ordre est l'Agence MCA-Morocco. La validation des livrables se fera par l'équipe projet relevant de cette Agence.</p> <p>Les rôles du DEN, du MEFRA et de MCC sont précisés en page 84.</p>

		« Le comité technique » et le « comité de pilotage » sont des outils mis en place pour assurer un suivi régulier de l'étude et faciliter la coordination avec les différentes parties prenantes.
10	<p>Page 86 - Tâche 3 : Le système tiendra compte des différents types d'établissements scolaires et distinguera les spécificités d'entretien et de maintenance des équipements, notamment le matériel didactique.</p> <p>Q10 : un état des lieux comprenant récent (moins de 2 ans) a t'il été réalisé sur les biens concernés ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce rapport devrait comprendre : • L'audit technique général (clos & couvert, tous lots techniques et bâtementaires), • L'avancement du programme de maintenance, • La mise en œuvre du programme pluriannuel de gros entretien renouvellement (Plan GER), • L'état de conformité règlementaire des biens, <ul style="list-style-type: none"> • Les chantiers et sinistres en cours, • Les projets de modification, rénovation, extension et remise en conformité envisagés. • Développement et appui à l'expérimentation et à l'évaluation d'un nouveau système • D'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires (O&M). • Si oui, ce rapport fera t'il partie des données d'entrée transmise par le donneur d'ordres lors de la notification ? 	<p>L'objectif de l'étude est justement de doter le DEN d'un système qui lui permette de maîtriser les différents aspects que vous évoquez.</p> <p>Nous rappelons que les seuls documents disponibles sur ces aspects sont le rapport « Diagnostic » et le rapport « préfiguration du système ». Ils seront remis au titulaire du contrat.</p> <p>En cas de nécessité de données supplémentaires, le cabinet aura à investiguer auprès du DEN et des AREF concernées.</p>
11	<p>Page 87 - Tâche 3 : Identifier les profils nécessaires au sein du DEN, et préciser les formations adéquates essentielles à la mise en œuvre du système d'O&M.</p> <p>Q11 : même remarque que sur les ressources humaines abordées ci-dessus.</p>	Même réponse que pour les RH. (Q8)
12	<p>Page 87 - Tâche 3 : Le cabinet aura à ... tenir compte du schéma directeur de la déconcentration administrative du Département de l'Education Nationale.</p>	<p>Le donneur d'ordre fournira ce document au cabinet titulaire du marché.</p> <p>Il serait cependant utile de rencontrer le DEN et l'AREF sur ce point, au démarrage de l'étude.</p>

	<p>Q12 : ce document fera t'il partie des données d'entrée transmise par le donneur d'ordres lors de la notification ?</p>	
13	<p>Page 87 - Tâche 3 : Préciser les contrôles nécessaires, leur fréquence, les fiches y afférentes, et les périodes d'intervention.</p> <p>Q13 : la rédaction de l'ensemble des documents permettant de déployer une nouvelle politique de maintenance applicable à l'ensemble des sites que sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les consignes d'exploitation (niveaux 1 et 2 de la norme NFX-60.010), • Les consignes de sureté et sécurité, • Le plan général d'entretien-maintenance (niveaux 3 et 4), • Le programme pluriannuel de gros entretien renouvellement (Plan GER – niveau 5), • Les programmes d'entretien-maintenance (gammes, procédures, stocks consommables et pièces détachées...), • Les procédures d'astreinte, de continuité de service, de cellule de crise, • etc. .. <p>Constitue à elle seule une tâche qui risque de dépasser le quota prévu en homme/mois prévu.</p> <p>Est-ce bien de cet ensemble de documents qu'il est fait mention en tâche N°3 ?</p>	<p>Le contenu de la tâche 3 de la Période de base « Conception de système » est suffisamment bien explicité en pages 86 et 87.</p>
14	<p>Page 92 - Expert(e)s sénior et/ou junior, dans la ou les disciplines / domaines à déterminer tout au long de l'exécution de la prestation (personnels d'appui) : selon la demande/ le besoin du DEN, du MEFRA et de MCA-Morocco tout au long de l'exécution de la prestation, il sera demandé au consultant de présenter des CV de quelques experts d'appui dans des disciplines / domaines bien précis.</p> <p>Q14 : si le Volume indiqué dans notre offre - et prédéterminé en page 94 - est dépassé pour répondre aux demandes des donneurs d'ordres (DEN, MEFRA et MCA) ; que se passe t'il ?</p> <p>La facturation de prestations supplémentaires (selon le Bordereau des Prix Unitaires – BPU attaché à notre offre) est-il possible ?</p>	<p>D'abord, le seul donneur d'ordre est l'Agence MCA-Morocco.</p> <p>Ce qui est valable pour les autres personnels (clés ou non clés) l'est également pour les personnels d'appui à la demande. Les niveaux d'efforts sont déterminés dans le tableau de la page 94.</p> <p>Les efforts précisés à la page 94 sont donnés à titre indicatif. Il revient au Consultant de faire dans sa soumission une proposition optimale en cohérence avec sa méthodologie et son plan et calendrier de travail.</p> <p>Ce contrat est un contrat à prix forfaitaire.</p>

15	<p>Page 113 – Force majeure. 22.4 - Une Partie affectée par un cas de Force majeure doit apporter la preuve de la nature et de la cause du cas de force majeure, et notifier par écrit dès que possible l'autre Partie du retour à la normale.</p> <p>Q15 : si le La crise sanitaire actuelle, son éventuelle reprise dans les mois ou années qui viennent ou tout autre crise sanitaire du même type entre-t-elle dans les cas de Force majeure ?</p>	<p>En cas d'une éventuelle reprise ou aggravation de la crise sanitaire, celle-ci pourrait être considérée comme cas de force majeure.</p>
----	---	--